

Le Rapport 2026 sur la justice mondiale

Partage international n° [458](#) - Octobre 2026

par Pauline Welch

Il n'est pas difficile de comprendre que le système économique mondial actuel ne peut pas fonctionner et n'a jamais fonctionné pour tous. Ses racines sont profondément ancrées dans l'accaparement des richesses via l'exploitation compétitive des populations et de la planète. Il procure à une minorité un sentiment de suffisance et d'autosatisfaction, mais accroît les inégalités et suscite un sentiment d'impuissance chez la majorité. Nous le savons. Nous le vivons. Sans savoir comment changer cela. Un sentiment de fatalisme prédomine « *C'est comme ça. Je ne peux rien y faire* ». Pourtant le changement doit advenir pour que la planète survive.

Un groupe important de jeunes économistes prêts à penser différemment, se basant sur des faits irréfutables, ont créé une plateforme « *pour stimuler la recherche, l'élaboration des politiques et l'engagement citoyen, en vue de bâtir un XXI^e siècle plus juste, plus démocratique et durable*. » Membres du Laboratoire sur les inégalités mondiales (World InequalityLab ou WIL), ils ont publié le 4 juin 2026, le *Rapport sur la justice mondiale : un plan pour l'égalité et la prospérité dans les limites de la planète*. Celui-ci est si solidement documenté que même les universitaires qui questionnent la validité des solutions proposées reconnaissent la fiabilité de ses données chiffrées.

« *C'est une feuille de route entièrement chiffrée pour passer de la situation actuelle à une planète habitable et égalitaire d'ici 2100, associant la redistribution, la décarbonation et la sobriété dans un cadre de référence unique et cohérent¹.* »

Avant d'examiner cette feuille de route, il semble utile d'en tracer le contexte.

Le Laboratoire sur les inégalités mondiales (World Inequality Lab, WIL), et le Projet pour la justice mondiale

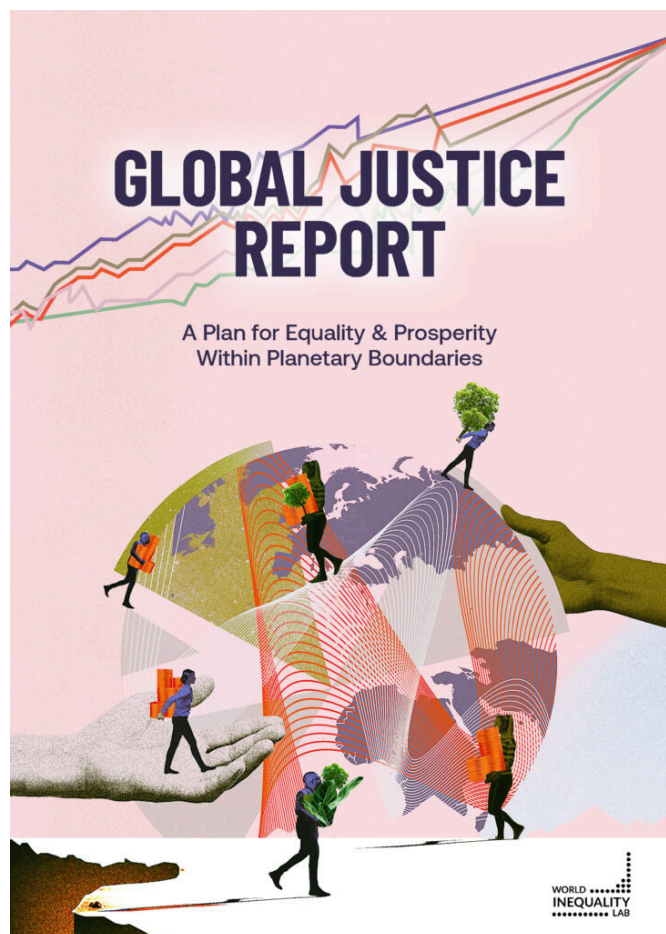
Le WIL fut créé officiellement en 2015 pour héberger la base de données en libre accès initiée en 2011 par

des économistes de renom comme Thomas Piketty, Facundo Alveredo, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, et également promouvoir et coordonner la recherche sur les dynamiques des inégalités mondiales. Ses principales sources de financement sont les institutions universitaires, les subventions de recherche publiques et les organisations philanthropiques. Il est composé d'une quarantaine de personnes qui travaillent avec plus de 200 chercheurs de diverses institutions dans le monde, et il est ouvert aux contributions de chercheurs d'où qu'ils soient. Il fonctionne grâce à une culture collaborative inhabituelle.

Le Projet pour la justice mondiale est l'un des nombreux projets du WIL. Le rapport 2026 entame une discussion nécessaire sur la manière de bâtir un avenir plus sûr et plus heureux pour tous.

En quoi consiste cette feuille de route de 2026 à 2100 ?

Le point de départ réside dans le postulat que les inégalités et le dérèglement climatique sont des facteurs se renforçant mutuellement. On ne peut changer l'un sans changer l'autre, au risque de se trouver dans une impasse. Littéralement.



Global Justice Report 2026 (World Inequality Lab) Rapport sur la justice mondiale : un plan pour l'égalité et la prospérité dans le respect des ressources de la planète Terre (laboratoire des inégalités mondiales)

La sobriété constitue le facteur commun à ces deux éléments. Les auteurs du rapport soulignent que les données démontrent que seule la sobriété permet de réduire significativement les inégalités et de favoriser une « convergence » des niveaux de vie (c'est-à-dire de modérer l'impact excessif sur la planète découlant des disparités de richesse entre individus et pays).

Elle permet également de limiter le réchauffement planétaire à 2 °C, évitant ainsi un effondrement total ainsi qu'une aggravation constante des tensions sociales et économiques. Ils affirment qu'en atteignant l'égalité et une décarbonation rapide, il est possible de contenir le réchauffement à un maximum de 1,8 °C. Dans le cas contraire, nous nous dirigeons vers un réchauffement planétaire de 4 °C d'ici 2100 !

Parvenir à la sobriété nécessiterait « la redistribution des ressources à l'échelle mondiale, une réforme profonde de l'ordre financier et économique international, une transformation radicale des systèmes énergétiques, et des transformations substantielles des modes de consommation. En comparaison avec la plupart des scénarios

climatiques (y compris ceux du GIEC²), la principale nouveauté réside en ce que nous modélisons les quatre dimensions ensemble et plaçons les inégalités et la sobriété au centre de notre analyse. »

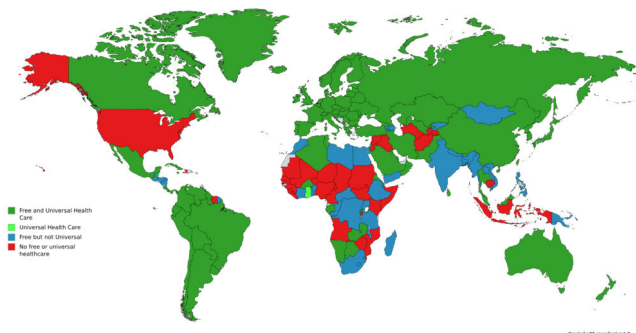
Plus précisément, cela implique d'instaurer une taxe mondiale sur la richesse et une taxe mondiale sur les revenus pour 1 % de la population la plus riche du monde, en prélevant 90 % au sommet de l'échelle. La logique étant que le mode de vie des ultras-riches est celui qui contribue le plus à la crise climatique. Limiter leurs habitudes de consommation réduirait grandement les émissions de carbone, mais il en faudrait davantage pour atteindre l'ampleur et la vitesse de décarbonation identifiées comme nécessaires pour sauver la planète.

La sobriété, qui nous concerne tous, exige des changements substantiels sur le temps de travail, les habitudes de consommation et l'exploitation des matières premières. Les habitudes alimentaires devront changer, spécialement en ce qui concerne la viande rouge. L'utilisation des sols et la couverture forestière doivent être beaucoup mieux gérées. Tout cela nécessitera un financement.

La solution proposée pour ce financement repose sur un *Fonds mondial pour la justice* dans lequel les prélèvements effectués sur les ultra-riches et les pays les plus riches sont mis en commun et gérés par une institution internationale, créant ainsi un *Fonds souverain mondial*, permettant une redistribution plus égalitaire de la richesse dans tous les pays grâce à des investissements dans des infrastructures durables.

La part de richesse mondiale des 50 % les plus pauvres de la population augmenterait de 2 % à 30 %, tandis que la part de richesse mondiale des milliardaires tomberait de 6,4 % à 0,05 %, ramenant l'égalité entre les pays et les individus au plus près de la réalité. En référence au fossé régional actuel concernant le revenu brut mensuel moyen par habitant, le rapport indique : « Aujourd'hui, il s'échelonne de 290 € en Afrique subsaharienne, à 4 590 € en Amérique du Nord et en Océanie soit un écart de 1 à 16. »

Avec le temps, cette approche procurera le financement nécessaire pour favoriser les investissements dans la santé, l'éducation, l'action climatique et les infrastructures. Mais un changement complet dans les modes de vie et les attentes sera aussi nécessaire.



Accès aux soins de santé universels, juillet 2018

(photo : Mirarkitty, Wikimedia Commons)

Soins de santé gratuits et universels (vert foncé)

Soins de santé universels (vert clair)

Gratuits mais non universels (bleu)

Ni soins de santé gratuits ni universels (rouge)

La nécessité d'investir beaucoup plus dans l'éducation et la santé pour tous est fortement préconisée. Les dépenses annuelles par habitant devront être identiques dans ces deux secteurs et dans tous les pays, et en forte augmentation même pour les pays les plus riches. Le temps de travail consacré à ces secteurs devra passer de 11 % aujourd'hui à 43 % en 2100.

Moins de travail, plus de liberté

Au global, il s'agit de réduire de moitié le temps de travail, pour le limiter à 1 000 heures par an, soit environ deux jours et demi par semaine, les deux sexes assumant un partage égal du travail économique et domestique, avec un salaire moyen égal. Réduire le temps de travail global ne contredit pas la préconisation concernant les secteurs de la santé et de l'éducation. Il s'agit de rééquilibrer le temps de travail à travers le monde : il devra être fortement réduit dans d'autres secteurs d'activité.

En sauvant la planète, la démocratie prendra un véritable sens

Les auteurs considèrent qu'en donnant à tous une voix égale sur la manière dont il est utilisé, le Fonds mondial pour la justice ouvrira la porte à une démocratie mondiale et mettra fin à la ploutocratie. A l'heure actuelle, les principaux décisionnaires des investissements mondiaux sont le FMI et la Banque mondiale dans lesquels l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie détiennent quatre fois plus de voix que l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et du Sud-Est rapporté au poids démographique de chacun.

Les privilèges exorbitants dont jouissent les pays riches pourraient être compensés par la création d'une *Union internationale de compensation* et une nouvelle monnaie internationale, empêchant ainsi les déséquilibres commerciaux et l'endettement qui

pénalisent les pays les plus pauvres.

Selon les auteurs du rapport, une fois tous ces mécanismes mis en place, une large majorité de la population partout dans le monde sera bénéficiaire. *« Environ 89 % de la population mondiale doublera son revenu monétaire entre 2026 et 2100 ; plus de 95 % dans les pays du Sud et entre 85 % et 95 % dans les pays du Nord. Plus de 99 % de la population se portera mieux si l'évaluation du temps libre et l'habitabilité de la planète sont prises en compte. »*

Il y aurait, de fait, suffisamment pour tout le monde et une planète beaucoup plus saine.

Ce programme est-il trop radical ?

Le 26 juin 2026, Jonny Dymond, présentateur de l'émission *World at one* sur la BBC, a demandé à Thomas Piketty si un changement aussi radical était nécessaire. T. Piketty répondit : *« Eh bien, je pense que les défis auxquels nous faisons face sont plutôt radicaux ! »*



Thomas Piketty à Santiago du Chili, en janvier 2015

(photo : gouvernement chilien, Wikimedia Commons)

Nous voyons en ce moment la vague de chaleur qui sévit en Europe, et le défi du réchauffement climatique mondial combiné avec celui du développement économique constituent un enjeu aux proportions inédites. Notre rapport s'efforce de prendre au sérieux l'aspiration des pays du Sud à la prospérité. L'Inde, l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine, l'Indonésie, aspirent au

développement économique. Cela ne va pas disparaître ! Cette aspiration est très forte. Le problème est que s'ils envisagent la prospérité comme nous l'avons fait nous-mêmes dans le passé, la planète va exploser !

Alors, que faisons-nous ? Ce n'est pas si compliqué de trouver une solution [...] Dans le rapport, sont présentées plusieurs manières de redéfinir la notion de prospérité. Nous sommes à un moment où il est nécessaire de penser à des futurs économiques alternatifs. Nous croyons qu'il est temps de mettre sur la table des alternatives claires qui permettent aux gens de se faire leur propre idée sur le sujet.

Il me semble important de redire ici que le groupe ne prétend pas que ce programme offre une réponse complète à nos problèmes. Il le propose plutôt comme objet de discussion en tant que modèle basé sur des faits et sur des principes solides, laissant beaucoup de place à l'exploration et au développement. Cependant, il constitue également un autre avertissement urgent. La discussion doit avoir lieu et doit se faire maintenant ! »

1. Duncan Green, codirecteur du programme et du site web Activism, Change and Influence de la London School of Economics (LES), où il enseigne au

département de développement international.

2. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).



Statue représentant la Justice
(photo : domaine public, pxhere.com)

Auteur : Pauline Welch, collaboratrice de Share International résidant au Royaume-Uni, en sa qualité de rédactrice, traite principalement de questions environnementales et politiques.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers